



EDITORIAL | Benoît Hamon

Meilleurs vœux pour cette nouvelle année !

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année.

Une année d'engagement et de combat où nous devons réunir nos forces face à la droite et à sa politique délétère.

L'an passé, la vie de nombre de nos concitoyens a été bouleversée par les effets de la crise financière, auxquels s'ajoutent les coups portés par le gouvernement à tous les dispositifs sociaux et aux services publics qui ont pourtant démontré leur efficacité en termes d'amortisseurs. Et 2010 ne s'ouvre malheureusement pas sous les meilleurs auspices pour notre pays. Un débat sur l'identité nationale qui s'enlise dans une boue aux relents nationalistes, voire racistes... une campagne de vaccination contre la grippe de 1,5 milliards d'euros, qui fait figure de gabegie, au moment où le gouvernement procède à la casse de l'hôpital public et de notre service public de santé... près de 4,5 millions de demandeurs d'emplois qui se démentent comme ils peuvent avec un Pôle Emploi inefficace, faute de moyens, d'effectifs et de formation d'agents mal traités et souvent en contrats précaires... des suppressions de postes d'enseignants quand Nicolas Sarkozy annonce à grands effets de manche une dotation de 8

milliards en capital pour la création de pôles universitaires d'excellence dont on ne sait ni comment ils seront constitués ni comment ils fonctionneront... les contours d'une réforme territoriale inique et imbécile contestée jusque dans certains rangs de la droite... Plus que jamais, le Parti socialiste doit être à la hauteur des enjeux politiques de notre pays. Plus que jamais Un Monde d'avance doit servir de boussole à notre parti afin de l'ancrer durablement à gauche. Plus que jamais la gauche doit servir de rempart aux politiques mises en œuvre par Nicolas Sarkozy. En cela, les élections régionales de mars prochain revêtent une importance capitale. Sur les 26 régions françaises, 24 sont aujourd'hui dirigées par la gauche. Ces collectivités, comme les conseils régionaux et les municipalités de gauche sont les derniers garde-fous face aux ravages de la politique de la droite. Elles ont de bons bilans, qu'il va falloir mettre en avant lors de la campagne électorale. Tout en sachant que cela ne sera pas suffisant pour convaincre nos concitoyens, compte tenu des difficultés croissantes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. Il nous faut renforcer nos politiques sociales, culturelles, continuer à proposer, à mettre en avant des perspectives en matière de services publics, d'emploi, de lo-

gement, de transports.

Je tiens aussi à vous redire qu'en ces temps où la droite vacille, où sa gouvernance s'avère tellement néfaste pour le pays, je regrette que la gauche ait tant de mal à se rassembler. Au premier tour, nous serons confrontés aux listes des Verts et à nombre de listes du Front de gauche. C'est d'autant plus dommage et incompréhensible que ce sont des formations avec lesquelles nous avons dirigé nos régions. Durant la campagne de premier tour, nous devons donc répondre avec fermeté aux arguments de nos partenaires. Mais sans jamais oublier que notre adversaire commun est la droite, une droite qu'il faudra battre ensemble au second tour.

Dans cette campagne qui s'amorce, nous, militants d'Un Monde d'avance devons être les premiers sur le terrain pour défendre les couleurs du Parti socialiste et de la gauche.

Nos régions doivent rester des boucliers sociaux, des espaces de solidarité et de justice. Au travail et bonne campagne à toutes et à tous !

■ Benoît Hamon, porte-parole du PS

Dossier

Chômage : derrière les chiffres, une réalité toujours plus dure.

Un dossier de Delphine Mayrargue, secrétaire nationale adjointe à l'emploi.

P. 2

Presse

Entre la grippe A et Roselyne Bachelot, les français ne savent laquelle craindre le plus !

Communiqué du collectif Ensemble pour une santé solidaire.

P. 3

Questions

André Marc Gricourt

Suppression de la taxe professionnelle : quel impact pour les collectivités ? Rencontre avec Marc Gricourt, maire de Blois

P. 4

En ligne

Démocratisons l'enseignement supérieur

Une tribune de Benoît Hamon, porte-parole du PS et de Monthubert, SN à l'enseignement supérieur et à la recherche.

P. 4

DOSSIER | Delphine Mayrargue

Chômage : derrière les chiffres, une réalité toujours plus dure.

Les mots et les chiffres de la crise

Dans la bataille culturelle qui oppose la gauche et la droite, le choix des mots est un acte politique. Ainsi la crise que nous traversons est d'abord sociale ; elle est avant tout une crise de l'emploi et du travail. L'expérience qu'en font les 17 millions de salariés de France et les privés d'emploi est sociale. C'est là son trait dominant et c'est à travers ce mot qu'elle prend toute son ampleur.

Le chômage augmente dans des proportions vertigineuses. Dans ce contexte, les chiffres de la crise sociale sont essentiels parce qu'ils disent la réalité. Nous avons toujours connu des querelles byzantines autour des chiffres du chômage et de la segmentation en différentes catégories. Aujourd'hui, nous avons la responsabilité d'affronter la réalité dans toute son étendue. Or tous les mois, le gouvernement commet un déni de réalité et un déni de souffrance sociale. Ainsi, l'injustice du chômage se double-t-elle d'une injustice d'invisibilité que nous devons dénoncer.

La fragmentation des chiffres du chômage cache l'ampleur de la crise sociale

Les chiffres annoncés et commentés chaque mois par le gouvernement ne reflètent qu'une partie de la réalité : les personnes inscrites à Pôle emploi n'ayant pas travaillé dans le mois et recherchant un CDI (catégorie A). Ces demandeurs d'emploi ont l'obligation d'actualiser leur dossier auprès de Pôle emploi et donc « d'effectuer une recherche active d'emploi » (sic). Deux autres catégories de demandeurs d'emploi sont soumises à cette même obligation (catégories B et C, demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite). La segmentation en catégories différentes a une pertinence pour adapter la réponse au besoin du demandeur. En revanche, elle ne doit pas servir de trappe à chômeurs pour dissimuler toute une partie des demandeurs d'emploi dans les méandres des statistiques. Ainsi, si nous reprenons les chiffres d'octobre 2009, le nombre de chômeurs de catégorie A est de 2,627 millions, mais si nous y ajoutons les chômeurs relevant des catégories B et C, le nombre de demandeurs d'emploi est de 3,788 millions — sans compter catégories D et E (formations, congés maladies...) dispensées de l'actualisation de leur dossier à Pôle emploi.



De même, les salariés victimes d'un licenciement économique bénéficiant d'un contrat de transition professionnelle ou d'une convention de reclassement personnalisée n'apparaissent-ils pas dans les statistiques mensuelles du chômage dans la mesure où ils sont considérés comme stagiaires de la formation professionnelle. Il convient bien sûr d'ajouter à ces réalités celles des personnes découragées de s'inscrire à Pôle emploi — notamment les jeunes qui ne peuvent prétendre à des allocations ASSEDIC — car persuadées qu'un Pôle Emploi désorganisé ne les aidera pas à trouver du travail. Ce sont donc près de 3 millions d'hommes et de femmes qui sont ainsi chaque mois niés dans leur réalité sociale de demandeurs d'emploi, ce qui porte à environ 5 millions le nombre réel de chômeurs.

Pourquoi le gouvernement fait-il mentir les chiffres ?

Le gouvernement utilise la crise, tout à la fois pour renier ses promesses et pour justifier sa fuite en avant libérale. Sa méthode : travestir méthodiquement la réalité sociale. Il est ainsi logique que le gouvernement mente délibérément sur les chiffres du chômage : ces gens-là ne comptent pas pour lui, il ne les défend pas. Il est tout aussi logique que le gouvernement libéral organise la division du salariat : morcelé, il est plus difficile à mobiliser. Nous voyons poindre là le nauséux débat sur « les vrais et les faux chômeurs, les profiteurs, les assistés, les faux accidentés du travail, les faux malades... » La crise sociale, par son ampleur, constitue un cinglant désaveu de la politique du gouvernement. Le « travailler plus pour gagner plus » a été balayé par la crise. La recapitalisation des banques ou l'aide au secteur automobile sans contrepartie signent

le forfait d'une politique dispendieuse avec l'argent public au bénéfice des intérêts privés. Aujourd'hui PSA bénéficiaire d'une aide publique de 3 milliards € annonce la suppression de 10% de ses effectifs en France, soit la destruction de 6000 emplois d'ici 2012. Enfin, le fiasco de la fusion ANPE-Assedic, faute d'une stratégie efficace au service de l'emploi et de moyens adaptés témoigne de l'affaiblissement de la puissance publique et de ses leviers d'action. La précarité des recrutements, l'appel à la sous-traitance et la domination de l'idéologie managériale (l'organisation primant sur la mission) fragilisent le service public de l'emploi au moment où il devrait être renforcé.

Notre bataille : rendre visibles les invisibles

Faire entendre la voix des sans-voix, des oubliés du gouvernement, rendre visibles ceux qu'il cherche à rendre invisibles, doit être notre priorité. Toujours à droite, et trop souvent à gauche, dire la vérité ou être responsable, c'est défendre la doxa libérale — nous ne l'avons que trop vérifié à propos des retraites ou des réformes structurelles du marché de l'emploi, par exemple. Il est temps pour la gauche de dire la réalité sociale de la France. Oui, la crise est d'abord sociale, ce qui signifie qu'elle est avant tout une crise de dignité (donc d'inégalités), en un mot une crise humaine, dont les victimes sont des hommes et des femmes. Ce sont eux que nous devons réintégrer dans la vie sociale et le destin collectif.

■ Delphine Mayrargue, secrétaire nationale adjointe à l'emploi

COMMUNIQUE | Ensemble pour une santé solidaire

Entre la grippe A et Roselyne Bachelot, les français ne savent laquelle craindre le plus



Le 14 décembre dernier, le mouvement « Ensemble pour une santé solidaire » a envoyé une lettre à Roselyne Bachelot, pour lui demander des explications sur la campagne de vaccination contre la grippe H1N1. Nous publions le communiqué qui résume cette lettre prémonitrice !

L'association "ensemble pour une santé solidaire" a envoyé ce jour à la Ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, une lettre reprenant les questions qui se posent dans la population et le monde médical au sujet de la grippe H1N1, et de la politique des autorités sanitaires sur le sujet.

Alors que, dans le monde, 10 000 décès sont à ce jour attribués au virus H1N1 (contre 250 000 à 500 000 décès liés à la grippe saisonnière) et 126 décès étaient recensés en France au 8 décembre (contre 600 liés à la grippe saisonnière selon les certificats de décès), peut-on aujourd'hui parler de pandémie ?

Les vaccins ont obtenu une autorisation de mise sur le marché à titre exceptionnel, exception justifiée par l'urgence liée à la pandémie. L'exception demeure-t-elle la règle lorsque les motifs la justifiant se révèlent caducs ?

Nous demandons à la ministre une information sur le vaccin, sur son principe actif et sur ses adjuvants, ainsi que la communication d'éventuelles études sur les femmes enceintes et les bébés, pour lever la contradiction entre les documents de l'affsaps, qui indiquent que ces études n'ont pas (encore ?) été menées, et les documents du ministère qui laissent entendre que oui...

Le bénéfice-risque pour les français est-il en

core en faveur d'une large vaccination ?

Nous demandons aussi des explications sur l'organisation de la vaccination, qui nous semble être non seulement disproportionnée face à la réalité de l'épidémie, discutable sur le plan sanitaire, mais aussi –et surtout– porter en germe des attaques contre la démocratie : opacité, incohérences, communication biaisée, réquisitions, appel à la « citoyenneté » pour inciter les sceptiques à se faire vacciner...

Enfin, suite à l'annonce récente de la préconisation d'une prescription systématique et gratuite d'antiviraux spécifiques en cas de « suspicion de grippe » par la Direction Générale de la Santé, décision gouvernementale de prescription systématique d'un traitement même en l'absence de grippe avérée, nous exprimons notre étonnement et nos doutes !

Outre le fait que le fabricant du Tamiflu déconseille formellement la prescription préventive, la prescription massive au Japon et aux USA, et plusieurs études internationales font apparaître des effets indésirables psychiatriques graves, qui justifient, selon eux, une grande prudence dans l'administration de ce traitement.

Nous nous inquiétons de la recommandation par la DGS de prescription d'un antiviral pour les enfants de moins de 1 an et les femmes enceintes, s'ils ont été en contact étroit avec une personne infectée, alors qu'il n'existe pas de données suffisamment pertinentes concernant l'utilisation d'oseltamivir chez la femme enceinte ou allaitante

Enfin, même si la question est secondaire par rapport aux précédentes, nous nous interrogeons sur la décision de l'Agence Européenne du Médicament d'augmenter la durée de vie du médicament de 5 à 7 ans au moment où certains stocks approchaient la date de péremption, sans tests garantissant l'efficacité et l'innocuité du produit après 5 ans de vie... ?

La responsabilité de la ministre de la Santé ne serait-elle pas de privilégier le principe de précaution ?

Nous demandons également à la Ministre de communiquer publiquement le coût financier direct et indirect de cette opération (heures de travail, primes, heures supplémentaires, communications, arrêts de travail consécutifs

à la vaccination..

Nous demandons une information transparente sur les aspects sanitaires des choix gouvernementaux d'une vaccination de masse, organisée totalement à l'écart des services de santé usuels : médecin traitant et services hospitaliers, ainsi que sur la prescription massive de Tamiflu (effets secondaires, immunité future sur les prochaines épidémies grippales... ?)

Nous rappelons à la Ministre qu'il s'agit de notre santé. La santé individuelle de chacun, l'état sanitaire de la collectivité, et aussi la santé publique, financée avec l'argent de nos impôts et de nos cotisations sociales, et que, en qualité de Ministre de la Santé, elle a le devoir et la responsabilité (y compris pénale) :

- de prendre en compte ces trois dimensions.
- d'informer les citoyens avec honnêteté et transparence, sans dissimuler des éléments de manière à fausser leur « consentement éclairé
- de respecter et faire respecter la liberté de disposer de son corps. Aucun traitement médical ni vaccin ne peut être imposé à un citoyen qui le refuserait.
- d'être garante de l'utilisation des deniers publics.

Nous demandons donc à la Ministre, afin de lever la confusion et la crise de confiance, d'apporter aux citoyens les éléments leur permettant de vérifier que la gestion de la pandémie sous son autorité répond bien à ces exigences sanitaires et démocratiques ?

■ www.ensemblepourunesantesolidaire.fr

Questions | Marc Gricourt

Suppression de la taxe professionnelle : quel impact pour les collectivités ? Rencontre avec Marc Gricourt, maire de Blois

En tant que maire, comment avez-vous accueilli la suppression de la taxe professionnelle ?

Je suis de ceux qui considèrent que la TP est un impôt injuste et parfois pénalisant pour nos entreprises. Pour autant, l'entreprise doit contribuer aux recettes des collectivités et à l'effort commun pour le développement local. Nous sommes à ce jour dans un équilibre « républicain » où l'impôt entreprise représente 52% des recettes des collectivités et l'impôt ménage 48%. Demain, il faudra bien compenser le manque à gagner. Et qui va mettre la main au porte monnaie ? Les ménages bien sûr ! En outre, cette réforme met à mal l'autonomie fiscale des collectivités, c'est un recul important après plus de 20 ans d'une décentralisation qui a fait ses preuves. Il eût fallu une réflexion et une réforme plus large de la fiscalité pour plus de justice, de garantie de ressources des collectivités.

Que pensez-vous de la déclaration de Christine Lagarde qui assure que « la réforme protège les collectivités contre les effets de la crise en leur garantissant, a minima, des recettes au moins égales en 2010 à celles de 2009 » ?

En effet, la garantie de ressources pour 2010 permet aux collectivités de fixer leurs orientations budgétaires pour l'année qui commence, mais au-delà, c'est la perte d'une dynamique

de cet impôt et un risque de stagnation des ressources notamment des agglomérations. En revanche, pas de protection contre les effets de la crise. Je rappellerai que plus de 73% de l'investissement public est porté en France par les collectivités ; le risque est de mettre à mal nos capacités d'investissement, l'activité de nos entreprises, et donc l'emploi. Dans cette période de crise, on s'attendrait à l'inverse.

Pour une ville comme Blois, quel impact peut avoir cette réforme sur le financement des politiques sociales, culturelles... ?

L'impact sur nos politiques publiques municipales n'est pas direct en 2010 puisque la TP est perçue par l'agglomération. Ce sont les retours financiers de l'agglomération vers les communes qui seront cependant très vite figés et qui, de fait, viendront réduire nos marges de manoeuvre. Nous avons fait le choix politique de maintenir un haut niveau de financement, notamment dans le domaine des politiques sociales et culturelles à destination de nos populations.

Comme beaucoup de collectivités de gauche, ce que nous avons fait, nous ne sommes pas certains avec la réforme actuelle et l'incertitude qu'elle engendre de pouvoir continuer à le faire dans les années à venir. C'est pourquoi la mobilisation de collectivités de gauche doit se poursuivre pour obtenir le retrait de cette réforme.

EN LIGNE

www.unmondedavance.eu

Démocratisation de l'enseignement supérieur

Tribune de Benoit Hamon, porte-parole du PS et Bertrand Monthubert, secrétaire national à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Depuis plusieurs jours, une polémique surjouée par Valérie Pécresse l'oppose à la Conférence des Grandes Ecoles au sujet de l'accueil des élèves boursiers. Ce débat délibérément mal posé cache les véritables enjeux de la démocratisation de ces écoles, mais plus généralement des filières longues et prestigieuses de l'enseignement supérieur. Evidemment, l'affirmation par la CGE que l'ouverture des grandes écoles à plus de boursiers entraînerait une baisse de niveau est lamentable : c'est à la fois une absurdité pédagogique et le signe qu'il faut encore faire violence à des conservatismes archaïques dans notre société. Mais ne soyons pas dupes : la proposition de Valérie Pécresse de fixer un objectif de 30% d'étudiants boursiers dans ces écoles n'est qu'un trompe-l'œil. Fidèle à la politique du chiffre que le gouvernement met en œuvre dans tous les domaines, la Ministre met en avant un indicateur partiel et partial qu'elle peut manipuler à sa guise (...)

Lire la suite sur unmondedavance.eu

Formulaire de contact

Nom : _____ Prénom : _____

E-mail : _____ Téléphone : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Fédération : _____ Section : _____

- je souhaite recevoir des informations sur Un monde d'avance
- je souhaite être contacté par Un monde d'avance
- je souhaite cotiser par chèque à Un monde d'avance

CONTACT

Par téléphone
01.40.63.81.21

Par e-mail
mparpillat@gmail.com

Par courrier
Complétez ce formulaire et adressez-le à Assemblée Nationale à l'attention de Roberto Romero bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP.

Soutenir un monde d'avance
Chèque à l'ordre de « Un monde d'avance ».

www.unmondedavance.eu